

**Déjeuner du Cercle des Réseaux Européens
autour de Joël Decaillon,
Secrétaire général adjoint de la Confédération européenne des syndicats
(CES)
- 8 juin 2010 -**

Les membres du Cercle des réseaux européens se sont réunis pour un déjeuner de travail avec Joël Decaillon, Secrétaire général adjoint de la CES, afin d'échanger leurs vues au sujet de la problématique "Crise économique, crise sociale, quel rôle pour le syndicalisme européen?".

Les débats ont notamment porté sur la rencontre entre les partenaires sociaux et le Président de la Commission européenne José Manuel Barroso, qui a eu lieu le 4 juin, concernant la déclaration commune de la CES, CEEP, UEAPME et BusinessEurope sur la stratégie Europe 2020.

Joël Decaillon a brièvement introduit le débat en présentant les principales activités de la CES. La Confédération européenne des syndicats (CES) parle d'une seule voix au nom des intérêts communs des travailleurs au niveau européen. Fondée en 1973, elle représente aujourd'hui 82 organisations syndicales dans 36 pays européens ainsi que 12 fédérations sectorielles.

L'objectif majeur de la CES est de promouvoir le modèle social européen et d'œuvrer au développement d'une Europe unifiée de paix et de stabilité au sein de laquelle les travailleurs et leur famille peuvent pleinement profiter des droits humains et civils et d'un niveau de vie élevé.

Le modèle social européen incarne une société combinant une croissance économique soutenable accompagnée de niveaux de vie et de travail en hausse constante y compris le plein emploi, la protection sociale, l'égalité des chances, des emplois de bonne qualité, l'inclusion sociale et un processus de prise de décisions politiques qui implique pleinement la participation des citoyens.

La CES se bat pour une Union européenne ayant une dimension sociale forte et pour un cadre macroéconomique équilibré qui tienne pleinement compte des besoins et des aspirations de ses citoyens. À cette fin, elle participe à l'élaboration des politiques économiques et sociales au plus haut niveau, en collaboration avec tous les organes de l'UE : Présidence de l'UE, Conseil de l'UE.

M. Decaillon a évoqué la rencontre entre les partenaires sociaux et le Président de la Commission, José Manuel Barroso, ainsi que le commissaire Laszlo Andor (emploi, affaires sociales), qui s'est tenue le 4 juin à Bruxelles. La CES et les autres partenaires sociaux importants au niveau européen ont fait part lors de ce sommet social, de leurs préoccupations et des priorités qu'ils voudraient voir figurer à l'agenda politique. Au rang desquelles des « stratégies combinées de sortie et d'entrée » : une stratégie de sortie de crise limitant l'endettement public et une stratégie d'entrée, qui investit dans les compétences, la technologie et les infrastructures modernes.

Selon les partenaires sociaux (CES, CEEP, UEAPME et BusinessEurope), il faut aussi promouvoir le triangle de la connaissance (éducation, recherche et innovation), renforcer les politiques sociales et d'emploi et assurer un contexte public favorable.

Ces priorités figurent dans leur prise de position conjointe sur la stratégie Europe 2020, transmise lors du petit-déjeuner de cette réunion. Une position accueillie favorablement par le Président de la Commission, qui s'est réjoui du consensus sur une croissance durable, intelligente et inclusive. Il s'est d'ailleurs engagé à la relayer auprès de son collègue, du Conseil européen et des gouvernements nationaux.

Outre un appel à plus de croissance, la déclaration conjointe invite la Commission à ne pas répéter l'erreur commise avec la stratégie de Lisbonne, qui a manqué de cadre européen fort. Concrètement, les partenaires sociaux proposent de réduire le nombre de lignes directrices de la nouvelle stratégie UE 2020 et de les cibler davantage. Ces lignes directrices, proposées le 27 avril dernier par la Commission et qui attendent toujours l'aval du Parlement et du Conseil, devraient se concentrer sur des objectifs généraux de croissance, de compétitivité, et fixer des objectifs d'emploi qualitatifs et quantitatifs. En outre, les programmes de réformes au niveau national et les recommandations spécifiques doivent être adaptés à chaque pays afin de s'attaquer aux faiblesses structurelles nationales, et basés sur des analyses et des évaluations transparentes.

Préoccupés par les dernières statistiques (le chômage dépasse les 10 % dans la zone euro), les partenaires sociaux ont également insisté pour qu'UE 2020 trouve le bon équilibre entre des mesures pour sécuriser les emplois et les réformes qui visent à s'attaquer aux défis à moyen et long terme du marché du travail. Les partenaires sociaux ont défendu une augmentation du taux d'emploi qui doit aller de pair avec une productivité forte et appellent, pour ce faire, les États membres à mettre en place une série de mesures politiques basées sur le concept de flexicurité (concept alliant la flexibilité et la sécurité) et à inclure les femmes sur le marché du travail.

Selon Monsieur Decaillon la grande inquiétude actuelle et problématique est la relance de la croissance. Sur ce sujet, la CES se positionne de manière claire et demande des mesures relatives à :

- une véritable politique industrielle européenne ainsi qu'une politique ciblée de R&D ;
- un système clair de redistribution vers les personnes en prenant notamment le modèle suédois en tant que meilleure pratique;
- un modèle de contrôle renforcé, en mettant l'accent sur la transparence.

Les risques de précarité sont de plus en plus importants et c'est pourquoi selon la CES il est nécessaire de trouver les bonnes solutions immédiatement.

Lors de la discussion avec les membres du Cercle, la question de comment préserver le modèle social européen dans un monde global a été évoquée. Les participants au déjeuner se sont également interrogés sur les moyens de relancer la croissance économique, alors que selon certains, les sociétés européennes vivent actuellement au dessus de leurs moyens. La question de la compétitivité du modèle européen par rapport aux puissances économiques telles que la Chine, l'Inde ou le Brésil a été aussi évoquée.

Par rapport aux questions soulevées, Joël Decaillon a souligné que les modèles sociaux les plus développés en Europe sont dans les pays nordiques et c'est justement ces derniers qui bénéficient de la croissance la plus importante. Le réel problème selon lui se pose au niveau de la redistribution et la CES initie un processus de discussion avec la Commission et notamment M. Barroso concernant l'établissement d'un éventuel instrument européen pour la restructuration.

Les débats se sont conclus en évoquant également les sujets importants de la gestion du dialogue social au sein des entreprises transnationales, les fonctions de l'Organisation internationale du travail ainsi que de l'indépendance du syndicalisme.